

RAPPORT GENERAL

**Atelier Régional ROCARE pour préparer une recherche transnationale sur la
Décentralisation en Afrique de l'Ouest et du Centre : Education, Eau, Santé
Apprendre des expériences locales et intersectorielles**

ERNWACA regional workshop to prepare transnational research on
Decentralization in West and Central Africa: **Education-Water-Health.**
Learn from local and intersectoral lessons

Avec l'appui du



Rapporteur général :

Dr Innocent FOZING, ROCARE-CAMEROUN



Bamako, les 12-13 février/February 2007

Les 12 et 13 février 2007 s'est tenu dans la salle de conférence de l'Hôtel Massaley à Bamako - Mali l'Atelier régional destiné à préparer une recherche transnationale sur la décentralisation en Afrique de l'Ouest et du Centre dans le domaine de l'eau, de la santé et de l'éducation.

Cet important atelier visait les objectifs suivants :

- Mettre en commun des connaissances et des expériences ;
- Partager et discuter les résultats du pré - projet de recherche appliqué sur les cas du Mali et du Ghana ;
- Dégager un consensus sur les orientations et les méthodes de recherche pour une future recherche transnationale ;
- Permettre la rédaction d'une proposition transnationale de recherche sur la question.

L'atelier conduit selon une approche participative basée sur les échanges en plénière et les travaux de groupes ont permis d'atteindre un certain nombre de résultats.

Les cas du Mali et du Ghana ont permis aux chercheurs impliqués de :

- raffiner et tester le cadre conceptuel de la recherche ;
- développer et tester les outils et la méthodologie de la recherche dans la collecte des données ;

Ces cas pays cherchaient à résoudre les questions essentielles ci-dessous :

- La politique de décentralisation est-elle effective du point de vue des acteurs et du jeu local ?
- Les compétences et les ressources sont -elles transférées ?
- Les compétences transférées sont-elles effectivement exercées ?

- Le niveau d'intégration local des instances permet-il une conduite performante des politiques sectorielles impulsées par le centre ?
- Les modalités d'accès et de distribution des ressources sectorielles permettent-elles la construction du niveau politique local et une intégration des instances sociétales (développement des capacités d'action) favorables à la réduction des inégalités (à l'équité) par une meilleure distribution des services sociaux de base ?
- Le niveau politique local et la réorganisation de l'action publique sont-ils favorables à la réduction des disparités liées au genre ?
- Favorisent-ils l'émergence des élites féminines ?
- En quoi les relations entre les acteurs producteurs ou gestionnaires des services sociaux de base (eau, santé, éducation) dans l'espace communal permettent-elles l'amélioration de la qualité des services produits ?

Ces questions devant être abordées dans une perspective multiple et notamment de permettre de restituer, au-delà des textes de loi et des approches anglo-saxonnes et latines, les modèles de décentralisation mis en œuvre par les acteurs locaux eux-mêmes et leur variabilité d'un pays à un autre.

Et puis rendre compte de l'appropriation locale des réformes institutionnelles et politiques et des effets des stratégies poursuivies par les acteurs sur les dynamiques associatives, privées et institutionnelles ; de la mise en œuvre locale des politiques nationales ; des résultats sectoriels dans les domaines de l'éducation, la santé et l'eau et enfin de la place des femmes dans le système d'action local.

Il ressort des cas pays que :

- La mise en œuvre de la décentralisation et la gestion partenariale autour de la décentralisation font l'objet d'appropriation effective par les acteurs élus ;
- La décentralisation est effective dans le vécu quotidien des communes : les compétences transférées en matière d'éducation, de santé et d'hydraulique sont bien connues des acteurs élus locaux. Un Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) est le fil conducteur de leurs actions ;
- L'accès aux ressources et leur distribution sont équitables entre les démembrements de la commune. Elles sont limitées par le manque de ressources du fait du non transfert concret des ressources (humaines, matérielles et financières) du niveau central vers le niveau local. Les acteurs élus éprouvent beaucoup de difficultés pour recouvrer les impôts et les taxes, du fait de leur statut d'élus dont la vocation est de solliciter des mandats électifs ;
- Les instances ont un niveau d'intégration local satisfaisant. La répartition des tâches communales entre les différents membres des commissions du bureau communal permet une interactivité entre les élus locaux et les autres structures partenaires et services déconcentrés de l'Etat. ;
- Les femmes restent encore en marge des niveaux de décision de la commune. Elles sont peu élues et ne participent pas aux activités du bureau communal qui est la vraie instance de décision et de pouvoir. Elles sont confinées, comme pour respecter les textes réglementaires dans les comités de gestion de l'école, des points d'eau et des centres de santé. au niveau de la commune, les associations de femmes ne sont pas suffisamment vivantes, fortes et structurées pour peser sur les décisions communales ;

- Le fonctionnement des communes, dans le respect des textes, permet d'améliorer la qualité des services, tout en minimisant les conflits de compétences quand ces textes ne sont pas respectés ;
- La décentralisation est en marche, mais une marche lente du fait du non transfert réel des compétences et des ressources et les actions des acteurs et des partenaires devraient s'orienter vers la résolution rapide et idoine de cette équation.

Les enrichissements des participants ont permis de devoir tenir compte dans le projet transnational à mettre en place d'un certain nombre d'aspects et notamment les questions :

- de maîtrise d'ouvrage. Elle doit être clarifiée au niveau communal, de même que le partenariat entre les différents acteurs.
- de la déconcentration préalable. Cette déconcentration devant permettre le transfert des compétences. De plus les ressources devraient être mobilisées à l'intérieur des communes pour l'exécution des plans de décentralisation et les mécanismes de contrôle et de correction de l'action des élus locaux suffisamment affinés.
- de la démocratisation de la vie publique, ce qui ne semble pas évident, tant les gouvernants de nos Etats actuels ne supportent pas céder une parcelle de leurs prérogatives. Une véritable décentralisation n'est pas possible en laissant l'Etat central intact. Donc la question de la recomposition des territoires avec la décentralisation devra être approchée ;
- des langues nationales, autant il n'est pas aisé de bien administrer quand les administrés ne comprennent pas la langue d'administration.
- du lien entre les différents comités (éducation, santé, eau) dans les communes qui devrait être davantage resserré,
- de la participation des populations.

- de contrôle et de sanction des élus locaux par les populations
- de création des synergies pour le développement communal
- du leadership pour intégrer la dynamique de l'évolution des pratiques communales
- de formation des élus pour intégrer les dynamiques de changement dans la commune

Dans tous les cas, la réussite d'une décentralisation ne peut aller sans la conjugaison des synergies pour le développement communal intégrant un renforcement des capacités managériales et de leadership pour permettre aux élus locaux d'intégrer les dynamiques de changement dans leur commune.

De plus les études de cas ont permis de questionner la méthodologie d'approche. De ce point de vue une approche méthodologique cohérente aurait consisté à aller en quatre étapes : d'abord, une observation de la décentralisation telle qu'elle s'applique ; puis une analyse du jeu du pouvoir ; afin de dégager les incohérences à corriger pour arriver à une proposition des axes de la décentralisation telle que voulue. Aussi les participants ont-ils exprimé le souhait de voir augmenter les indicateurs clés pour argumenter les quatre questions clés qui ont été proposées comme devant orienter la recherche.

Enfin l'approche méthodologique devra également contenir une dimension historique sur l'implémentation de la décentralisation pour une analyse comparative. Le travail devrait aboutir à l'analyse des expériences et non à décrire seulement le fonctionnement de la décentralisation.

Les travaux de groupes ont permis aux participants, en revisitant la méthodologie, de se pencher sur la pertinence des outils appliqués et surtout à

leur amélioration. Les détails sont contenus dans les rapports des travaux de groupes joints. Ces rapports reprennent les objectifs spécifiques, les groupes cibles, les techniques et les instruments de mise en œuvre, ainsi que les informations à rechercher. Il faut cependant noter que les approches quantitatives et qualitatives doivent être retenues, et tenir compte de la multidisciplinarité dans la composition des équipes de recherche. Et inscrire la recherche dans une perspective de publication et d'appui à la prise de décision.

Enfin les critères d'éligibilité des pays à la recherche transnationale ont été abordés, à charge de la commission chargée de la rédaction du projet de recherche transnational d'en valider la pertinence.

Ces critères sont les suivants :

- ✓ Multiculturalité linguistique du pays ;
- ✓ Existence réelle de la décentralisation
- ✓ Pluralité des cultures linguistiques
- ✓ Diversité géographique
- ✓ Originalité des expériences nationales de décentralisation
- ✓ Motivation et expertise de l'équipe nationale
- ✓ Stabilité politique du pays
- ✓ Transfert des compétences dans les trois secteurs
- ✓ Capacité de mobilisation des ressources financière
- ✓ Tenir compte de la présence à l'atelier de Bamako
- ✓ Manifestation d'intérêt à la problématique
- ✓ Capacité de conduire la recherche jusqu'au bout
- ✓ Existence de politique dans les trois secteurs
- ✓ Expérience supportée par les partenaires financiers

- ✓ Autres considérations à déterminer par les membres de l'équipe de rédaction du projet transnationale qui se réunit autour de la coordination régionale de ROCARE.

Les rapports joints explicitent les différents points évoqués et peut être mieux compte des différents points spécifiques.

ANNEXE

METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

OBJECTIF GENERAL

Etudier à travers une recherche transnationale le niveau de satisfaction de la demande de services sociaux de base (eau, éducation, santé) dans un contexte de décentralisation

OBJECTIFS SPECIFIQUES	QUESTION DE RECHERCHE	CIBLES	OUTILS DE RECHERCHE
Evaluer le niveau de participation des différents acteurs	<p>Quel est le niveau d'information des acteurs?</p> <p>Quels sont les rôle et responsabilité des acteurs?</p> <p>Quel est le niveau de réalisation des attributions des acteurs ?</p>	<p>Elus locaux</p> <p>Services déconcentrés</p> <p>Société civile</p> <p>ONG</p> <p>Leaders d'opinion</p> <p>Opérateurs privés</p> <p>Femmes, jeunes, associations et groupes socioprofessionnels</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Guides d'entretien (Entretiens Focus group/Individuels)</p> <p>Grilles d'observations (Observations de CAP)</p> <p>Questionnaires</p>
Déterminer les types et les degrés de pouvoir ainsi que leurs interactions	<p>Quels sont les instances et les processus de prise de décision?</p> <p>Quelles sont les structures d'exécution des décisions?</p> <p>Quels sont les mécanismes d'exécution des décisions?</p> <p>Quels sont les mécanismes de régulation de l'exercice du pouvoir ?</p> <p>Quels sont les instances et les processus de gestion des conflits ?</p> <p>Quelles sont les langues utilisées/retenues ?</p>	<p>Niveau gouvernemental</p> <p>Structures centrales des ministères</p> <p>Structures déconcentrées</p> <p>Collectivités locales</p> <p>Chefs traditionnels et religieux</p> <p>Leaders d'opinion</p> <p>Communautés de base</p> <p>Organes de gestion à la base</p>	

OBJECTIFS SPECIFIQUES	QUESTION DE RECHERCHE	CIBLES	OUTILS DE RECHERCHE
Apprécier les partenariats développés	<p>Quels sont les instances et les processus de mise en œuvre du partenariat ?</p> <p>Quels sont les éléments en partenariat au niveau central/régional/local ?</p> <p>Quels sont les types de partenariat en présence ?</p> <p>Quelles sont les relations entre les différents types de partenariat ?</p> <p>Quels sont les rôles des différents partenaires ?</p> <p>Quelles sont les contraintes à l'exécution des rôles des différents partenaires ?</p> <p>Quelles sont les pistes d'amélioration des partenariats développés ?</p>	<p>Elus locaux</p> <p>Services déconcentrés</p> <p>Société civile</p> <p>ONG</p> <p>Leaders d'opinion</p> <p>Opérateurs privés</p> <p>Femmes, jeunes, associations et groupes socioprofessionnels</p> <p>Niveau gouvernemental</p> <p>Structures centrales des ministères</p> <p>Structures déconcentrées</p> <p>Collectivités locales</p> <p>Chefs traditionnels et religieux</p> <p>Leaders d'opinion</p> <p>Communautés de base</p> <p>Organes de gestion à la base</p>	
Mesurer les effets de l'intégration des services sociaux de base sur la qualité de vie	<p>Quelles sont les améliorations apportés dans la satisfaction des besoins de base au niveau national/régional/ local ?</p> <p>Quelles sont les structures mises en œuvre pour maintenir les niveaux améliorés de satisfaction des besoins de base ?</p> <p>Quels sont les instances de suivi et évaluation de la satisfaction des besoins de base ?</p>		

Atelier régional du ROCARE pour préparer une recherche transnationale sur la **Décentralisation en Afrique de l'Ouest et du Centre : Education – Eau – Santé. Apprendre des expériences locales et intersectorielles**

12-13 février 2007 Bamako, MALI

N°	Noms	Prénoms	Institution	e-mail	Téléphone/Adresse
1	ABA AFFERWA III	Nana	ERNWACA-GHANA	nafferwaiii@yahoo.com	00223 708 199635 K.E.E.A, PO BOX 29 _EL MINA
2	ALLELY	Didier	Coopération française, Mali	ctdnh@cefib.com	
3	COULIBALY	Bakary Casimir	ROCARE-Mali	bakarycasi@yahoo.fr	Tel : 00223 672 41 95 ISFRA annexe Badalabougou Bamako, Mali
4	DABIRE	Ernest	CRDI, Sénégal	edabire@idrc.org.sn	Tel : 00221 864 00-00#2219 Avenue CAD X Bd de l'Est BP : 11007 Peytavin, Dakar, Sénégal
5	DAGOBI	Abdoua Elhadj	ROCARE-Niger	hajdagobi@yahoo.fr	Tel : 00227 20 723 780 / 96966568 BP. 12901 Niamey Niger
6	DAO	Dramane	SNV-Mali	ddao@snvworld.org	Tel : 00223 646 37 90 SNV-Koulikoro, Mali
7	DEMBELE	Urbain	ROCARE-Mali	mali@rocare.org ; urbain@ml.refer.org	Tel : 00223 228 17 15 ISFRA annexe, Bamako, Mali
8	DIAWARA	Cheickna	L'ESSOR-Mali	cheicknadiawara@yahoo.fr	
9	DOUGNON	Charles	ROCARE-Régional	charlesdougnon@rocare.org	Tel : 00223 659 14 78/ 221 16 12 BP E 1854, Bamako-Mali
10	DOUGNON	Denis	ROCARE-Mali	denisdougnon_isfra@yahoo.fr	Tel : 00223 659 31 08 ISFRA annexe Badalabougou Bamako, Mali
11	EGBENYA	Godwin	ERNWACA-Ghana	godwinebenya2000@yahoo.com	Tel : 00233 0244147144 Department of Sociology, University of Cape Cost, Ghana
12	FOZING	Innocent	ROCARE-Cameroun	innofozing@yahoo.fr	Tel : 00237 983 87 25 / 200 08 29 Département des Sciences de l'Education, Ecole Normale Supérieure de Yaoundé, Université de Yaoundé I
13	GNAHOUI-DAVID	Emmanuel	ROCARE-Bénin	edavid1@gmail.com	Tel : 00229 21 38 05 39 / 95 96 09 89 03 BP. 2264 Jéricho, Cotonou, Bénin
14	ILBOUDO	Ernest	ROCARE-Burkina	ernestilboudo@2000@yahoo.fr	Tel : 00226 702 60 807 ROCARE-Burkina
15	KAMISSOKO	Boureïma	Haut Conseil des Collect. Ter, Mali	kamisborou@yahoo.fr	Tel : 00223 517 20 44 Haut Conseil des Collectivités Territoriales, Bamako, Mali
16	MAIGA	Mahamane	Direction Natl de l'Hydraul, Mali	maganaha@yahoo.fr	Tel : 00223 602 66 57/221 25 88/292 62

					60 Direction Nationale de l'Hydraulique, Bamako, Mali
17	MOUSSA	Laouali Malam	ROCARE-Mali	lawam2@yahoo.fr	
18	N'DIAYE	Assetou KEITA	ROCARE-Mali, FAWE	keitastou@yahoo.fr	Tel : 00223 223 11 12 / 229 36 19 / 220 11 83 / 601 98 44 Membre ROCARE FAWE-Mali
19	OPARE	James	ERNWACA-Ghana	opare7@yahoo.com	Tel : 00233 20 8189158 Dean, Faculty of Education, University cape Cost, Ghana
21	SY	Ousmane	CEPIA, Mali	osy@afribone.net.ml	Tel :
21	TOURE	Cheikhou	ROCARE-Sénégal	Toure_cheikhou@yahoo.fr	Tel : 00221 547 70 18 REFORD, Sangalcam/Dept Rufisque
22	TOURE	Kathryn	ROCARE-Régional	tourek@rocare.org	Tel : 00223 221 16 12 Coordination Régionale -ROCARE BP E 18 54 Bamako, Mali
23	TRAORE	Djénéba	ROCARE-Mali	badjenetraore@yahoo.fr	Tel : 00223 673 79 08 FLASH - Université de Bamako - Rép. du Mali Chercheur au ROCARE-Mali
24	TROARE	Papa Oumar	ROCARE-MALI	fatoumatat2003@yahoo.fr	Tel : 00223 643 89 25
25			Interprète		
26			Interprète		

Coordination Régionale

Numéro	Noms	Prénoms	Institutions	Téléphone/e-mail	Adresse
1	BALLO	Lassana	ROCARE-Régional	lballo@rocare.org	BP E 18 54, Bamako, Mali
2	DIARRA	Moussa	ROCARE-Régional		BP E 18 54, Bamako, Mali